

Citoyenne, Citoyen et subsidiarité

Pour quoi ce sujet est important ?

« Nous aspirons à rendre chaque personne actrice des décisions qui la concernent. Ouvrons des espaces de participation, donnons la capacité à chacun et à chacune de les investir. Nous sommes convaincus que l'éducation populaire est vitale pour redonner une place à la parole de chacune et de chacun. » *Les chemins des possibles.*

Cette aspiration fait écho à l'idée de subsidiarité développée dans la pensée sociale de l'Église catholique. Elle découle de l'affirmation que toute personne est digne parce qu'elle est aimée de Dieu.

En politique, la subsidiarité est le principe selon lequel une responsabilité doit être prise par le plus petit niveau d'autorité publique compétent pour résoudre le problème. C'est donc, pour l'action publique, la recherche du niveau le plus pertinent et le plus proche des citoyens.

Or, cette période électorale démarre dans un contexte où l'abstention et le niveau de désaffection pour la politique n'a jamais été si fort. D'un côté nous sortons toute juste de plusieurs mois de mobilisation citoyenne contre la Loi travail, de nombreuses « Nuits debout » ignorées par le gouvernement. De l'autre, la tentation du vote frontiste séduit un nombre croissant de personnes, souvent en réaction au dégoût d'un système politique qui paraît fonctionner en vase clos autour de préoccupations politiciennes.

En témoigne l'initiative de l'AG citoyenne ci-dessous :

« Nous sommes des citoyennes et citoyens de tous horizons et origines, mobilisé.e.s depuis plusieurs mois pour dire non à la loi travail. A travers nos pétitions, nos vidéos, nos grèves et nos manifestations, nous refusons à la fois ce monde dans lequel les injustices font système et l'hallucination démocratique que ce projet de loi représente.

Nous sommes la majorité. La majorité de celles et ceux qui voient leurs votes bafoués, leurs intérêts négligés, leurs aspirations piétinées. Ensemble, nous pouvons faire émerger un pouvoir d'agir, un pouvoir citoyen autonome et créer un outil de reprise en main de nos vies.

Celles et ceux qui représentent les 1%, les décideurs et décideuses politiques, économiques et financiers décident contre nous ? Nous allons, malgré eux, mettre à l'ordre du jour notre propre agenda politique et imaginer nos solutions pour bâtir une société juste, humaine, soutenable et démocratique.

Comment ? En piratant 2017.

Pirater 2017, c'est bousculer la vieille politique et mettre l'agenda citoyen au programme. Hacker 2017, c'est mettre à l'ordre du jour de la présidentielle des thèmes et des propositions qui nous concernent plutôt que les débats sur le coût du travail, le voile à l'université ou la déchéance de nationalité.

Faire dérailler 2017, c'est multiplier les actions citoyennes pour bousculer le monde politique et y reprendre toute notre place.

Subvertir 2017, c'est faire en sorte que la présidentielle ne se déroule pas comme prévu. »

Pistes de réflexions

Questionnements

- Toute personne, dans notre société, est-elle totalement digne et citoyenne à part entière ? Exerce-t-elle son droit à la parole ? Quelles sont les personnes qui, dans notre entourage, notre environnement, ne peuvent pas dire un « JE » totalement ? Quelles sont les personnes qui ne sont pas totalement citoyennes ? Que pouvons-nous faire pour qu'elles retrouvent leur « JE » ?
- Comment est organisé notre territoire ? Commune, communauté de commune, département, région, administrations de l'État représentées localement : comment est organisé l'aller et retour entre chacune et chacun et celles et ceux qui ont des responsabilités ? Que pouvons nous proposer pour améliorer notre citoyenneté ?
- En relisant les programmes de celles et ceux qui se présentent aux élections présidentielles et aux élections législatives, y-a-t-il des propositions qui vont à l'encontre de la responsabilité individuelle de chaque citoyenne et de chaque citoyen ? Y-a-t-il des propositions qui renforcent la parole de chacune et chacun ?

Eclairages

La pensée sociale nous permet de réfléchir au fonctionnement de la vie sociale et de la vie politique de notre société :

Encyclique Rerum novarum (Leon XIII, 1891) « il est dans l'ordre que ni l'individu, ni la famille ne soient absorbés par l'état. Il est juste que l'un et l'autre aient la faculté d'agir avec liberté aussi longtemps que cela n'atteint pas le bien général et ne fait tort à personne.»

Encyclique Quadragesimo anno (Pie XI 1931)« Il n'en reste pas moins indiscutable qu'on ne saurait ni changer ni ébranler ce principe si grave de philosophie sociale : de même qu'on ne peut enlever aux particuliers, pour les transférer à la communauté, les attributions dont ils sont capables de s'acquitter de leur seule initiative et par leurs propres moyens, ainsi ce serait commettre une injustice, en même temps que troubler d'une manière très dommageable l'ordre social, que de retirer aux groupements d'ordre inférieur, pour les confier à une collectivité plus vaste et d'un rang plus élevé, les fonctions qu'ils sont en mesure de remplir eux-mêmes. » (QA 86)

" La communauté politique est tenu de régler ses rapports vis-à-vis de la société civile selon le principe de subsidiarité (Pie XI Q.A. 1931). Il est essentiel que la croissance de la vie démocratique prenne naissance dans le tissu social. Les activités de la société civile constituent les modalités les plus adéquates pour développer la dimension sociale de la personne, qui peut trouver dans ces activités un espace pour s'exprimer de façon complète. L'expansion progressive des initiatives sociales en dehors de la sphère de l'État crée de nouveaux espaces pour la présence active et pour l'action directe des citoyens, en intégrant les fonctions exécutées par l'Etat. Cet important phénomène s'est souvent réalisé par des voies et avec des instruments largement informels, en donnant vie à des modalités nouvelles et positives d'exercice des droits de la personne, qui enrichissent qualitativement la vie démocratique."

Potentiels intervenants et bibliographie :

- CERAS: L'équipe du Ceras est composée de Jésuites et de laïcs. Son activité se répartit autour de trois missions : accompagner les associations engagées dans le champ social, mettre en débat les questions qu'elles portent notamment à travers la revue Projet, les former dans ses champs de compétences.
- Services diocésains de formation
- Pierre DHARREVILLE, journaliste et écrivain, responsable des questions de démocratie au sein de l'Exécutif national du Parti communiste français. Auteur du livre « Un printemps pour la République », Editions de l'Atelier, 2016.

http://www.editionsatelier.com/index.php?page=shop.product_details&flypage=bookshop_flypage.tpl&product_id=657&category_id=6&manufacturer_id=1&option=com_virtuemart&Itemid=1

- Henriette ZOUGHEBI, bibliothécaire, fondatrice du Salon du livre de jeunesse de Montreuil, vice-présidente de la région Île-de-France en charge des lycées et des politiques éducatives. Auteure du livre « Le parti pris des jeunes. Réinventer l'éducation populaire. », Editions de l'Atelier, 2015

http://www.editionsatelier.com/index.php?page=shop.product_details&flypage=bookshop_flypage.tpl&product_id=636&category_id=6&manufacturer_id=1&option=com_virtuemart&Itemid=1

- Hélène Balazard, chercheuse associée à la chaire Unesco « Politiques urbaines et Citoyenneté ». Elle a participé à l'élaboration du rapport « Pour une réforme radicale de la politique de la ville » commandé par le ministre de la Ville, elle participe au projet de l'Alliance citoyenne à Grenoble. Auteure du livre « Agir en démocratie », Editions de l'Atelier, 2015

- Florance Aubenas, journaliste. Auteure du livre « En France. Chronique », Editions de l'Olivier, 2015

<http://www.decitre.fr/livres/en-france-9782757855744.html>

- Christian Araud, polytechnicien, spécialisé en économie du développement. Auteur du livre « Des solutions pour agir. Le pari de la solidarité », Editions Libre & Solidaire, 2016

<http://libreetsolidaire.blogspot.fr/2016/05/paru-des-solutions-pour-agir.html>

- Bernard Farinelli, chroniqueur à L'Esprit village (Village-Magazine), spécialiste du développement local, ex directeur du développement local au Conseil général du Puy-de-Dôme, ardent défenseur des campagnes vivantes, un des principaux connaisseurs du phénomène des néo-ruraux, son intérêt pour le monde rural porte aujourd'hui sur l'économie locale, la relocalisation des échanges, les expériences de retour à plus d'autonomie au quotidien. Auteur du livre « La révolution de la proximité. Voyage au pays de l'utopie locale. », Editions Libre & Solidaire, 2015

<http://www.bernardfarinelli.com/la-revolution-de-la-proximite-voyage-au-pays-de-lutopie-locale>